



Extrait du CGT ARLES

<https://www.cgтарles.fr/spip.php?article981>

# Marseille, rassemblement départemental du 8 juin 2017

- Actualités -

Date de mise en ligne : vendredi 9 juin 2017

---

Copyright © CGT ARLES - Tous droits réservés

---

## Avec la présence des arlésiens...

### Macron, on vous prévient, nous ne laisserons rien passer !



Un millier de manifestants, dont une vingtaine d'Arlésiens, se sont rassemblés à l'appel de l'UD CGT des Bouches du Rhône le jeudi 8 juin à 11h30 devant la Chambre du commerce et de l'industrie à Marseille. Composé en grande majorité de militant.e.s de la CGT 13, auxquels se sont joints quelques adhérents de Solidaires et des lycéens, il s'agissait de réaffirmer à haute et claire voix les axes revendicatifs essentiels défendus par la CGT et qui donnent les contours des attentes et des besoins des classes populaires, soit la grande majorité de la population en France !





Après une intervention d'un délégué de SUD puis d'une représentante de l'Union nationale lycéenne (UNL), c'est Olivier Mateu, secrétaire général de l'Union départementale CGT des BdR, qui a pris la parole de manière forte, déterminée et combative. Macron et son gouvernement ont décidé en priorité de démolir le code du travail avec une espèce de loi El Khomry puissance 10. Oubliée la loi, oubliées les conventions collectives, tout est ramené à des « négociations » dans l'entreprise pour tous les éléments essentiels des relations de travail : durée du travail, salaire, heures supplémentaires, organisation du travail, etc.

 

C'est donc là où le rapport des forces est le plus faible et le plus difficile à construire pour les travailleurs que le « roi » du néolibéralisme élu le 7 mai dernier veut inscrire l'essentiel des rapports de travail. Bref, c'est le règne du « renard libre » dans le « poulailler libre ». A cela s'ajoute le rétrécissement drastique de l'usage des Conseils de Prud'hommes et des droits y référents (délai de saisine, hauteur des indemnités, etc.) et la facilitation des licenciements économiques en particulier pour les sociétés transnationales !





C'est donc une attaque frontale contre le monde du travail que Macron veut mettre en oeuvre en attendant d'autres mesures antisociales. En bref, la poursuite des politiques austéritaires. Olivier Mateu a conclu en prévenant Macron : « nous ne laisserons rien passer » et en appelant à l'intensification de la mobilisation pour être prêts dès le début septembre à une première initiative de grève et de manifestations dans les entreprises et dans la rue. Première échéance : un meeting unitaire le jeudi 22 juin, à 18h, à la Joliette !

 

 

[Le rassemblement et l'intervention d'Olivier Mateu](#)